



# RAPPORT

Affaire n° **KR6240** du **26/09/2017**

## COMMUNE DE SAINT ANDEOL EN QUINT (26)

Etude assainissement collectif  
Dossier d'enquête publique



Historique des révisions				
VERSION	DATE	COMMENTAIRES	RÉDIGÉ PAR :	VÉRIFIÉ PAR :
3	19/07/2017	Corrections suite aux remarques MO (courriels du 19-09 et 26-09-2017) sur l'emplacement des futures STEP pour les scénarii Ribière Seul, Ribière + St Andéol et Lallet	NM	NM
2	06/09/2017	Intégration des corrections du Département du (07/09/2017)	NM	NM
1	01/09/2017	Intégration des corrections du Département du (31/08/2017)	NM	NM
0	11/08/2017	Création de document	NM	NM

**Maître d'ouvrage :** COMMUNE DE SAINT ANDEOL EN QUINT (26)

**Mission :** Etude assainissement collectif  
Dossier d'enquête publique

**Affaire n° :** KR6240

**En date du :** 26/09/2017

**Contact :** Nour MADID

**Adresse :** Naldeo - Agence de DROMARDECHE  
130 rte de Châteauneuf  
CS 50118  
FR-26203 Montélimar Cedex  
Tél. : 04 75 92 05 70  
Fax : 04 75 92 05 79

## Table des matières

<b>1</b>	<b>OBJECTIF DU DOSSIER</b>	<b>6</b>
<b>2</b>	<b>RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES</b>	<b>7</b>
2.1	Rappel .....	7
2.2	Aspects réglementaires .....	7
2.2.1	L'assainissement collectif .....	8
2.2.2	L'assainissement non collectif .....	9
2.2.3	Règlement d'assainissement collectif .....	9
<b>3</b>	<b>PRESENTATION DE LA COMMUNE</b>	<b>10</b>
3.1	Milieu physique .....	10
3.1.1	Situation générale .....	10
3.1.2	Contexte socio- démographique .....	10
3.1.3	Activités autres que domestiques .....	10
3.1.4	Urbanisme .....	10
3.2	Contexte naturel .....	11
3.2.1	Topographie .....	11
3.2.2	Contexte géologique .....	11
3.2.3	Contexte hydrogéologique .....	11
3.2.4	Captage A.E.P .....	12
3.2.5	Contexte hydrologique .....	12
3.2.6	Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE) .....	13
3.2.7	Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière .....	13
3.2.8	Zones protégées .....	13
3.2.9	Risques d'inondation .....	14
<b>4</b>	<b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF</b>	<b>15</b>
4.1	Enquête par courrier .....	15
4.2	Analyse des données fournies par le SPANC .....	15
4.2.1	Analyse des données fournies .....	15
4.3	Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif .....	16
4.3.1	Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome .....	16
4.3.2	Aptitude des sols à l'assainissement autonome .....	16
4.3.3	Remarques importantes .....	17
4.3.4	Coûts du projet et répercussions financières .....	17
4.3.5	Répercussions financières .....	17
<b>5</b>	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>	<b>18</b>
5.1	Réseaux .....	18

5.2	Station d'épuration .....	18
5.3	Le programme de l'étude.....	18
5.4	Travaux proposés pour la mise en place d'un assainissement collectif.....	18
5.4.1	Hameau de SAINT ANDEOL, avec STEP au niveau de la parcelle 45 W .....	18
5.4.2	Hameau de RIBIERE, avec STEP au niveau de la parcelle 37 W1 .....	19
5.4.3	Hameaux de SAINT ANDEOL et RIBIERE, avec STEP commune au niveau de la parcelle 37W ..	21
5.4.4	Hameau de Saint Etienne.....	24
5.4.5	Hameau de LALLET .....	25
5.4.6	Travaux de mise en place des unités de traitement .....	26
5.4.7	Rejets des futures stations d'épuration .....	29
5.4.8	Coûts estimatifs des ouvrages (Station + Rejet).....	30
5.4.9	Synthèse des coûts de travaux station + réseaux par hameau.....	32
5.5	Entretien et exploitation du système d'assainissement.....	32
5.5.1	Réseaux d'assainissement.....	32
5.5.2	Station d'épuration .....	33
5.5.3	Coût annuel d'exploitation du système d'assainissement .....	33
5.6	Coûts estimatif investissements + exploitation .....	34
5.7	Le choix de la commune.....	34
<b>6</b>	<b>FINANCEMENT</b>	<b>35</b>
6.1	Modalités d'éligibilité aux aides.....	35
6.2	Taux actuels de subventions .....	35
6.3	Charges pour la commune .....	36
6.3.1	Sources de revenus .....	36
6.3.2	Intégration dans le budget communal .....	37
<b>7</b>	<b>CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES</b>	<b>38</b>
<b>8</b>	<b>LES EAUX PLUVIALES</b>	<b>40</b>
8.1	Problématique générale .....	40
8.2	L'assainissement pluvial.....	41
<b>9</b>	<b>REponsabilite du Maire pour l'environnement et l'hygiène dans la Commune</b>	<b>42</b>
<b>10</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>43</b>
10.1	ZNIEFF .....	43
10.2	NATURA 2000 .....	43
10.3	Zones humides .....	44
10.4	Cartes d'aptitude des sols .....	45

10.5	Plan zonage assainissement des eaux usées.....	47
10.6	Copie de la Délibération Municipale sur le zonage d'assainissement et eaux pluviales .....	48

## 1 OBJECTIF DU DOSSIER

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du code des communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrite dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10), stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- 1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- 2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif ;
- 3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement ;
- 4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement".

L'objet du dossier est de présenter le zonage d'assainissement eaux usées de la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT**. Ce document sera soumis à l'enquête publique.

Cette démarche est portée par la commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT**, dans le cadre de sa compétence assainissement.

Le présent document a pour objectifs principaux :

- La mise à jour du zonage d'assainissement du territoire communal, au sens de l'article 35 de la loi sur l'eau,
- L'actualisation des données recueillies dans le cadre du schéma directeur d'assainissement en 2003.

Le tracé du périmètre est établi sur un fond cadastral. Le plan de zonage approuvé, après enquête publique, constitue une pièce importante opposable aux tiers, annexée au document d'urbanisme communal, à savoir la Carte Communale.

En effet, toute attribution nouvelle de permis de construire sur le territoire de **SAINT ANDEOL EN QUINT** tiendra compte du plan de zonage d'assainissement.

Par ailleurs, le plan de zonage n'est pas figé définitivement : il pourra être modifié, notamment pour des contraintes nouvelles d'urbanisme, en respectant les procédures légales (enquête publique).

Le présent dossier d'enquête publique, dont l'objet est d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à la collectivité de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision finale, est composé :

- de la présente notice justifiant le zonage d'assainissement des eaux usées,
- de la carte de zonage d'assainissement des eaux usées.

## 2 RAPPEL DES PRINCIPALES ORIENTATIONS TECHNIQUES

### 2.1 Rappel

L'assainissement « non collectif » (ou assainissement « autonome ») : il s'applique aux systèmes destinés à traiter les eaux usées domestiques sans recourir à un réseau public de collecte. Ainsi, certains assainissements « regroupés » seront dits « non collectifs », dès lors qu'ils restent exclusivement en domaine privé.

L'assainissement « collectif » : il concerne les systèmes de collecte et de traitement qui desservent les habitations raccordées à un réseau public d'assainissement. Cette notion inclut les systèmes dits « regroupés » dérivés des systèmes d'assainissement « autonome », ou encore « non collectif », dès lors que ces systèmes « regroupés » sont, au moins pour une partie, mis en place sur le domaine public et gérés par une collectivité.

(Arrêté du 6 mai 1996, paru au JO du 8 juin 1996)

Pour répondre à l'assainissement d'une zone d'habitat, deux orientations techniques sont envisageables :

- Première orientation technique : **l'assainissement non collectif**. Cette option prévoit la collecte, le traitement, et la dispersion des eaux usées à l'échelle parcellaire. Elle s'adapte à un tissu d'habitat diffus à moyennement dense. L'examen de la carte pédologique permet la définition des filières, celui de l'examen parcellaire, la difficulté des travaux d'installation.
- Deuxième orientation technique : **l'assainissement collectif**. L'ensemble des habitations est raccordé à un réseau unique de collecte dirigé vers un site unique de traitement. Elle s'adapte bien au contexte d'habitat dense. Cependant, les hameaux trop éloignés sont traités par une solution collective s'apparentant à un système non collectif surdimensionné, afin d'éviter toute aberration financière.

L'assainissement des eaux pluviales peut être assuré par des fossés naturels, des réseaux pluviaux ouverts ou enterrés, des réseaux unitaires dirigeant eaux usées et eaux pluviales vers des installations de traitement et par des techniques alternatives limitant les transferts d'eaux pluviales.

Dans certains cas, la pollution apportée par les eaux pluviales est préjudiciable au milieu naturel. Un traitement des eaux pluviales collectées peut alors être envisagé, ainsi que la lutte contre l'imperméabilisation.

### 2.2 Aspects réglementaires

Les principaux textes généraux applicables dans le domaine de l'assainissement sont les suivants :

- Directive européenne du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux usées résiduelles urbaines,
- Loi sur l'Eau n°92-3 du 3 janvier 1992 (complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et milieux aquatiques) donne des compétences et des obligations nouvelles aux communes dans le domaine de l'assainissement non collectif :
  - L'article 35-I de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-1 du Code des Communes repris par l'article L.2224-8 du code général des Collectivités Territoriales, et précise :

- « Les communes assurent le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte, le transport et la épuration des eaux usées, ainsi que la élimination des boues produites ».
- « Pour les immeubles non raccordés au réseau public de collecte, les communes assurent le contrôle des installations d'assainissement non collectif ».
- L'article 35-III de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.372-3 du code des communes, repris par l'article L.2224-10 du code général des collectivités territoriales où il est rappelé que les communes délimitent, après enquête publique, les zones d'assainissement collectif et les zones d'assainissement non collectif,
- L'article 36 de la Loi sur l'Eau a complété l'article L.1331 du code de la santé publique et précise désormais :

« Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif, dont le propriétaire doit faire régulièrement assurer l'entretien et la vidange par une personne agréée par le représentant de l'Etat dans le Département, afin d'en garantir le bon fonctionnement ».

- Code des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2224-8 et L.2224-10 qui reprennent les articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du Code des communes, modifié par l'article 35-III de la Loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et le décret n°2007-397 du 22 mars 2007 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées ;
- Code de la santé publique, notamment ses articles L. 1331-1 et suivants ;
- Code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles L.111-4 et R.111 3.

### 2.2.1 L'assainissement collectif

- Circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées des communes soumises aux échéances des 31 décembre 1998, 2000 et 2005 en application de la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines.
- Arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cet arrêté abroge et remplace les deux arrêtés du 22 décembre 1994 (concernant les prescriptions techniques et les modalités d'auto-surveillance), ainsi que l'arrêté du 21 juin 1996 (concernant les prescriptions techniques et contrôle des stations d'épuration d'une capacité inférieure à 120 kg DBO5).
- Circulaire du 17 décembre 2007, additif à la circulaire du 8 décembre 2006 relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées.
- Circulaire du 15 février 2008 ayant pour objet l'instruction de l'arrêté du 22 juin 2007.
- Arrêté du 21 juillet 2015 remplace l'arrêté du 22 juin 2007. Il fixe les prescriptions techniques s'appliquant aux collectivités afin qu'elles mettent en œuvre une gestion rigoureuse et pragmatique du patrimoine de l'assainissement, conforme aux enjeux de la directive relative au traitement des eaux résiduaires urbaines, de la directive cadre sur l'eau, de la directive cadre stratégie milieu marin, la directive concernant la gestion de la qualité des eaux de baignade et la directive relative à la qualité requise des eaux conchylicoles. Il fixe des prescriptions techniques similaires s'appliquant aux maîtres d'ouvrage des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5. Cette révision est



l'occasion d'affiner le suivi des systèmes d'assainissement de petite taille en adaptant les prescriptions réglementaires de façon pragmatique : la conception et la surveillance de ces systèmes doivent permettre d'atteindre le meilleur ratio possible coût/bénéfice pour l'environnement.

### 2.2.2 L'assainissement non collectif

- Arrêté du 7 septembre 2009, il abroge l'arrêté du 6 mai 1996, modifié par l'arrêté du 24 décembre 2003, relatif aux prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif et aux modalités du contrôle technique exercé par les communes sur les systèmes d'assainissement non collectif définissant de manière complète et cohérente :
  - suivant de la Loi sur l'Eau, des articles L.1331-1 et suivants du code de la santé publique et de l'article R.111-3 du code de la construction et de l'habitation ;
  - les obligations des communes pour la mise en œuvre du contrôle technique de ces installations.
- L'arrêté du 7 mars 2012, qui a pour objet d'introduire dans l'arrêté "prescriptions techniques" de 2009, un chapitre relatif aux "prescriptions techniques minimales applicables au traitement des installations neuves ou à réhabiliter".
- Circulaire n°97-49 du 22 mai 1997 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositions des arrêtés du 6 Mai 1996 précités.
- Norme AFNOR XP P 16-603 référence DTU 64.1 de mars 2007 explicitant les conditions de mise en œuvre des dispositifs d'assainissement autonome.

### 2.2.3 Règlement d'assainissement collectif

Les droits et devoirs des usagers de l'assainissement collectif doivent être précisés dans le règlement communal d'assainissement. Ce document définit en particulier les rejets autorisés selon la nature du réseau et de l'installation de traitement finale.

Les industriels et apparentés peuvent constituer des exceptions compte tenu de la nature et du volume des effluents rejetés. Dans ce cas, il est indispensable de définir les conditions de raccordement à travers la mise en place d'une « Convention de rejet » entre l'industriel d'une part, et le Maître d'ouvrage des réseaux et de la station d'épuration d'autre part. Pour les établissements relevant des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), la réglementation définit exactement le cadre de la négociation de ces conventions.

## 3 PRESENTATION DE LA COMMUNE

---

### 3.1 Milieu physique

#### 3.1.1 Situation générale

Le territoire de la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT** est localisé dans le Département de la DROME, à environ 13 km au Nord-Ouest de **DIE** (chef-lieu du canton), et à 20 km au Nord de **SAILLANS**. Les principaux hameaux sont : LALLET, SAINT ETIENNE, SAINT ANDEOL et RIBIERE.

#### 3.1.2 Contexte socio- démographique

##### 3.1.2.1 Démographie

D'après les données INSEE, la population communale décroît jusqu'en 1990 et augmente régulièrement depuis 1999. En 2013, il a été recensé 64 habitants, 68 résidences, dont 29 résidences principales et 39 secondaires. Le taux moyen d'occupation par foyer serait de l'ordre de 2.2 personnes par ménage.

La population est essentiellement agglomérée sur les quatre hameaux où on distingue un habitat ancien dense à emprise foncière faible.

##### 3.1.2.2 Activités saisonnières

La population saisonnière est très importante, les résidences secondaires représentent environ 57 % des logements. L'impact des saisonniers sur les rejets domestiques est estimé non négligeable.

#### 3.1.3 Activités autres que domestiques

##### 3.1.3.1 Activités industrielles

Le territoire communal n'abrite pas d'activités industrielles.

##### 3.1.3.2 Activités agricoles

La commune accueillait en 2010, 3 exploitations agricoles (Source Agreste). L'Orientation technico-économique de la commune est de type Granivores mixtes. Les exploitations sont en dehors des zones concernées par l'assainissement collectif.

#### 3.1.4 Urbanisme

Une carte communale est en cours de réalisation.

## 3.2 Contexte naturel

### 3.2.1 Topographie

Un assainissement autonome, placé dans des pentes supérieures à 15 %, nécessite un aménagement important afin de planifier le site. Dans le cas contraire, les effluents risquent de ressortir rapidement à la surface et ne pas s'infiltrer verticalement. Les aménagements établis peuvent provoquer des glissements de terrains, en particulier lorsque les sols ne sont pas stables.

Ainsi, on considère qu'il est très difficile de concevoir un assainissement individuel quand les pentes sont supérieures à 15 %, et difficile -mais concevable- quand elles sont comprises entre 10 et 15 %.

Le territoire communal de **SAINT ANDEOL EN QUINT**, d'une superficie de 1 337 ha, s'inscrit dans la vallée de la Sure, avec un fond de vallée vers 440 m d'altitude et des butes ou des flancs de Montagnes plus marqués aux alentours. Le point le plus culminant se situe au Nord-Est du territoire communal au Ranc de la Penne vers 1 113 m d'altitude.

### 3.2.2 Contexte géologique

La présence d'un substratum rocheux, à faible profondeur, est une contrainte majeure pour la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome :

- si le substratum apparaît avant 1 m de sol végétal, l'épuration n'est pas suffisante,
- si le substratum est imperméable (roche compacte ou argile), les effluents ne pourront pas s'infiltrer,
- si le substratum est fissuré ou fracturé, les effluents s'infiltreront, leur épuration dépendra de la nature de la roche et de leur temps de séjour.

D'après les informations livrées par les cartes géologiques de France à 1/50000, feuille de Die et Charpey, le territoire de la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT**, est recouvert en affleurement :

- Au fond de vallée, par des alluvions du lit majeur de la Sure et de certains fonds de vallées, datées du Quaternaire et Cartographiées "Fz2",
- Sur les buttes et flancs de montagnes, par des formations carbonatées et gréseuses affectées de failles. Ces dépôts attribués au Secondaire sont localement recouverts par des éboulis stabilisés et éluvions.

### 3.2.3 Contexte hydrogéologique

Il repose sur le recensement et l'étude des eaux souterraines. L'aptitude d'un sol à l'assainissement autonome peut être conditionnée par la présence ou l'absence de nappes phréatiques à faible profondeur.

D'après la notice de la carte géologique dans la région concernée, les assises calcaires peuvent donner naissance, au contact des horizons marneux sur lesquels elles reposent ou contre lesquels elles butent par failles, à des sources plus ou moins importantes.

### 3.2.4 Captage A.E.P

La commune **SAINT ANDEOL EN QUINT** fait partie du Syndicat Intercommunal des Eaux (SIE) de la Vallée de Quint qui regroupe Saint-Julien-en-Quint, Saint-Andéol et Vachères-en-Quint. Le captage sollicité est implanté sur le territoire communal de **SAINT JULIEN EN QUINT**.

Le territoire de la commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT** n'est donc pas concerné par des périmètres de protection de captage A.E.P.

### 3.2.5 Contexte hydrologique

#### 3.2.5.1 Description

Le territoire communal de **SAINT ANDEOL EN QUINT** s'inscrit dans la vallée de la Sure, affluent rive droite de la Drôme.

D'un linéaire de 17.5 km, La Sure draine un bassin versant de 70 km<sup>2</sup> de surface. Ses quatre principaux affluents sont : le ruisseau de l'Infernet, le ravin du Buchiller, la Chaumette, et le ruisseau de Vachère.

#### 3.2.5.2 Débits

Les données sur la Sure sont rares, voire inexistantes.

D'après l'étude de zonage et de programme de l'assainissement, établi par le BE Environnement et Paysage, la Sure a un régime torrentiel, son bassin versant au niveau du hameau de Saint Andéol couvre une superficie de 55 km<sup>2</sup> et son régime moyen annuel (5 ans) est de l'ordre de 0.082 m<sup>3</sup>/s. Par analogie avec les cours d'eaux voisins, sa crue décennale a été estimée à 25 m<sup>3</sup>/s et sa crue centennale à 57 m<sup>3</sup>/s. son écoulement serait pérenne.

D'après les données fournies par le Département (données Hydro), le  $Q_{mna5}$  de la Sure, en Amont de Sainte Croix (Code hydro V4240500), serait de l'ordre de 0,065 m<sup>3</sup>/s pour un bassin versant de l'ordre de 68.7 km<sup>2</sup>.

#### 3.2.5.3 Qualité

D'après les informations issues de l'étude du SYNDICAT MIXTE DE LA RIVIERE DROME ET DE SES AFFLUENTS - DETERMINATION DES VOLUMES PRELEVABLES - BASSIN DE LA DROME - Phase 4 et 5.

La qualité physico-chimique et biologique de la Drôme et de ses affluents en tête de bassin est bonne à très bonne. Les capacités auto-épuratoires des milieux compensent le dysfonctionnement ponctuel ou l'absence de réseau d'assainissement de certains secteurs (Rapport de la qualité des milieux aquatiques et gestion de l'activité de baignade sur le bassin versant de la Drôme - Université Lyon 2, 2009).

La qualité de l'eau se dégrade dans la partie aval du bassin versant, tant sur la Drôme que sur ses affluents. La Drôme aval présente une augmentation des nitrates en aval de Saillans en 2007. Cette altération de la qualité de l'eau proviendrait du lessivage des terres agricoles. Les concentrations en nitrates sont à l'origine d'une forte prolifération végétale en aval d'Allex (Tereo-CCVD, 2006). Les

principales perturbations observées sont d'origine organique, issues des pratiques agricoles et des effluents domestiques. Certains affluents tels que la Sye, la Grenette, le Lambres présentent des dégradations physiques (recalibrage).

D'un point de vue bactériologique, la qualité de l'eau de la Drôme semble altérée en période estivale, entre DIE et SAILLANS, par la présence de nombreux campings le long de la rivière. Le secteur aval du bassin versant (aval de SAILLANS) se traduit par des qualités bonnes ou moyennes, à l'exception de la station de Crest qui présente une qualité moyenne en termes de concentration en Escherichia coli. Certains affluents présentent également des altérations bactériennes tels que le Bez ou la Meyrosse, mais l'origine exacte n'a pas été identifiée (soit un dysfonctionnement, soit origine agricole ou origine domestique).

La qualité hydrobiologique sur l'ensemble du bassin versant de la Drôme apparaît comme bonne à très bonne. Une amélioration de l'état est observée en aval de Crest entre 2008 (état moyen) et 2009 (état bon).

#### 3.2.5.4 Usages

La rivière est classée en 1<sup>re</sup> catégorie piscicole.

### 3.2.6 Schéma Directeur d'Aménagement et Gestion des Eaux (SDAGE)

D'après le SDAGE 2016-2021, qui donne une évaluation de l'état des masses d'eau superficielles identifiées du bassin de la Drôme, la Sure correspondant à la masse d'eau n° FRDR10499 est qualifiée de "très bon état écologique et chimique".

### 3.2.7 Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.A.G.E.) et contrat de rivière

La Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT** est concernée par le SAGE de la Drôme et trois contrats de rivières qui sont : R045 Drôme et Haut Roubion, R072 Drôme et Haut Roubion (2<sup>e</sup> contrat) et R231 Drôme.

### 3.2.8 Zones protégées

#### 3.2.8.1 ZNIEFF

Le territoire de la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT** est concerné par Une **ZNIEFF de type II** : "Ensemble fonctionnel formé par la rivière drome et ses principaux affluents (n° 2609)"

(Cf. Figure annexe 1).

#### 3.2.8.2 NATURA 2000

Le territoire communal n'abrite pas sur son territoire une zone NATURA 2000. La zone NATURA 2000 la plus proche est "Gervanne et rebord occidental du VERCORS - FR8201681" implantées à environ 500 m en limite Nord du territoire.

(Cf. Figure annexe 2).

### 3.2.8.3 Les zones humides

Le territoire de la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT** est concerné par 2 zones humides :

- Lit majeur de la Sure aval (26CCVD0038 : 5.82 ha),
- Lit majeur de la haute Sure (26CCVD0208) : 27.17 ha).

(Cf. Figure annexe 3).

### 3.2.8.4 Zone vulnérable aux nitrates

Le territoire de la Commune n'est pas concerné par une zone vulnérable aux nitrates.

## 3.2.9 Risques d'inondation

Le territoire communal de SAINT ANDEOL EN QUINT n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Inondation.

## 4 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

---

### 4.1 Enquête par courrier

Lors du Schéma Général d'Assainissement de 2003, le BE Environnement et Paysage a réalisé une enquête et des visites auprès des habitations. Le taux de réponse au questionnaire était de 80 %.

Les résultats de cette enquête montraient que :

- près de 73 % des installations n'étaient pas conformes et que les rejets directs ou indirects dans le milieu naturel sans traitement complet, voire sans prétraitement, constituaient une atteinte non négligeable à l'environnement.
- la principale cause de dysfonctionnement, lorsqu'elle est exprimée, est le dégagement d'odeurs ou la nécessité d'entretien. Des problèmes de colmatage peuvent mettre en évidence, localement, l'inaptitude des sols à l'assainissement autonome par tranchées filtrantes.

### 4.2 Analyse des données fournies par le SPANC

Le Service Public d'Assainissement Non Collectif (S.P.A.N.C.) de la Commune de SAINT ANDEOL EN QUINT est assuré, depuis le 1er janvier 2013, par la Communauté des Communes du Diois.

Conformément à l'article L.2224-8 du CGCT, le SPANC du Diois exécute les missions obligatoires suivantes :

- Contrôle de conception des installations d'assainissement neuves ou à réhabiliter,
- Contrôle de bonne exécution des travaux des installations neuves et réhabilitées sur site et avant remblayage,
- Contrôle du bon fonctionnement et de l'entretien de toutes les installations tous les 7 ans,
- Diagnostic des installations en cas de vente immobilière,
- Information et conseil auprès des usagers et des professionnels.

Les compétences exercées dans le cadre du service sont définies par délibération n°210312-09 du 21 mars 2012, modifiant les statuts de la Communauté des Communes.

#### 4.2.1 Analyse des données fournies

D'après le Rapport d'Activité de la **Communauté des Communes du Diois**, exercice 2015, le SPANC a effectué, depuis sa mise en place, 499 contrôles ; le taux de conformité ANC serait comme suit :

- **38%** des installations contrôlées seraient non conformes avec danger, absence de filière, obligation de raccordement, contrôle d'exécution avec contrevisite ANC,
- **37%** des installations contrôlées seraient non conformes sans danger,
- **24%** des installations contrôlées avec absence de non-conformité, contrôle d'exécution conforme ou conforme sous réserve.

D'après les informations recueillies en avril 2017 auprès de la Communauté des Communes du Diois, 7 installations ont été contrôlées depuis 2011, dont 5 sur St Etienne : une au niveau du Quartier Lallet et une au niveau de "LES CLOS" :

- 3 Diagnostics (vente),
- 1 Contrôle de conception (neuf),
- 1 Contrôle périodique,
- 2 Contrôles de conception dans le cadre d'un permis de construire.

Les résultats des contrôles ont mis en évidence :

- 4 non-conformités, dont une non-conformité avec danger sur le Quartier de Lallet,
- une seule conformité,
- 2 non renseignés.

### 4.3 Nature des sols et aptitude à l'assainissement non collectif

#### 4.3.1 Conditions pour la mise en place d'un assainissement autonome

La méthodologie de classement des sols est définie selon les contraintes imposées par le sol, l'eau (niveau de la nappe), la roche (profondeur du substratum), la pente et le contexte environnemental (présence de puits exploités, zones protégées, etc.).

Le croisement de toutes les contraintes conduit à la définition de l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif, le contexte le plus favorable étant un traitement par tranchées d'épandage, à faible profondeur, dans le sol en place. Si ces conditions ne sont pas respectées, il faudra prévoir des techniques d'assainissement plus « sophistiquées », et de ce fait, plus coûteuses.

#### 4.3.2 Aptitude des sols à l'assainissement autonome

La carte de faisabilité de l'assainissement non collectif établie par le BE Environnement et Paysage décrit l'aptitude des sols à l'assainissement non collectif.

**(Cf. Carte d'aptitude des sols. Voir extrait rapport BE Environnement et Paysage - annexe 4).**

Ainsi, il y est distingué :

- Zones repérées en vert : des dispositifs sur sol en place de types tranchées filtrantes conviennent,
- Zones repérées en jaune : Les contraintes sont importantes et on préconise généralement une reconstitution de sol,
- Zones repérées en rouge : Sol ne convenant pas à l'assainissement autonome essentiellement à cause de l'imperméabilité des sols, de trop fortes pentes, et du rocher affleurant.

Les investigations ont concerné les 4 hameaux à savoir : LALLET, SAINT ETIENNE, SAINT ANDEOL et RIBIERE.



### 4.3.3 Remarques importantes

La carte d'aptitude des sols à l'assainissement non collectif est un outil d'aide à la décision pour le choix du zonage de l'assainissement par les élus de la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT**. Elle sera, le cas échéant, utilisée par le SPANC (Service Public de l'Assainissement Non Collectif) dans le cadre de sa mission de contrôle des installations existantes, ainsi que pour l'attribution des autorisations de construction ou de réhabilitation. Elle n'est cependant pas exhaustive à l'échelle de la commune et ne fait pas l'objet de l'enquête publique.

Certaines techniques particulières, admises pour la réhabilitation ou la création de dispositifs d'assainissement autonome pour des habitations existantes, ne seront autorisées qu'à titre exceptionnel. Elles peuvent être refusées dans le cas de constructions neuves.

### 4.3.4 Coûts du projet et répercussions financières

#### 4.3.4.1 Coûts d'investissement en équipements d'assainissement non collectif

Le coût d'investissement pour la mise en place d'une filière d'assainissement non collectif est très variable d'un abonné à l'autre, il dépend notamment :

- de la nature de l'opération (constructions neuves ou réhabilitations),
- de la qualité des ouvrages existants (fosses réutilisables ou à remplacer, etc.),
- de la nature des sols,
- des contraintes locales (fortes pentes, nécessité de relever les effluents, etc.),
- du dimensionnement des ouvrages (fonction de la taille et de l'occupation du bâti).

Le coût de la mise en place ou de la réhabilitation des assainissements individuels, non conformes ou manifestant des dysfonctionnements, est estimé en moyenne entre 8 000 et 10 000 " (pour un logement de 3 chambres).

NB : le pétitionnaire devra fournir une étude de sols spécifique à l'assainissement autonome de manière à adapter la filière au terrain et au bâti concerné. Le montant de cette étude peut être estimé à 1 200 " HT.

#### 4.3.4.2 Coûts de fonctionnement des équipements d'assainissement non collectif

Les dispositifs de prétraitement, fosses septiques ou fosses toutes eaux doivent être vidangées tous les 4 ans (ou après contrôle de la hauteur de boues) d'après la réglementation en vigueur par un vidangeur agréé. Cet entretien est indispensable pour éviter le colmatage des fosses et pour empêcher tout départ de boues susceptible de colmater les ouvrages de traitement à l'aval ou de nuire à l'environnement et à la salubrité publique si le rejet est direct.

### 4.3.5 Répercussions financières

La totalité des coûts d'investissement et de fonctionnement des filières d'assainissement non collectif est à la charge des propriétaires des installations.

## 5 ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 5.1 Réseaux

D'après le rapport du BE Environnement et Paysage, la Commune de **SAINT ANDEOL EN QUINT** possède des réseaux sur les hameaux de Saint Etienne (135 ml) et Saint Andéol (120 ml). Il s'agit de réseaux d'eaux pluviales utilisés comme exutoires des eaux usées domestiques prétraitées dans les fosses septiques équipant la majorité des habitations au sein des hameaux.

Les inspections caméra, réalisées sur les réseaux des hameaux de Saint Etienne et Saint Andéol., ont montré un réseau en mauvais état ou présentant des anomalies (décalage, épaufrures, fissures, racines). Les tests à la fumée ont montré que ce réseau collecte les eaux pluviales des habitations.

Suite à nos visites de terrain, on s'est rendu compte que les hameaux de Ribière et de Lallet présentent également une ossature de réseau pluvial pouvant collecter les rejets des assainissements individuels.

### 5.2 Station d'épuration

La commune ne possède pas de station d'épuration, les eaux usées domestiques collectées sont directement rejetées dans le milieu naturel (notamment dans la Sure via les fossés).

### 5.3 Le programme de l'étude

L'étude programmée a pour objectif :

- Etablissement d'un réseau de collecte, de transfert et de traitement des eaux usées pour le hameau de LALLET,
- Etablissement d'un réseau de collecte, de transfert et de traitement des eaux usées pour le hameau de SAINT ETIENNE,
- Etablissement d'un réseau de collecte et de transfert des eaux usées pour les hameaux avec une station commune pour SAINT ANDEOL et RIBIERE,
- Requalification du réseau unitaire actuel en réseau des eaux pluviales.

### 5.4 Travaux proposés pour la mise en place d'un assainissement collectif

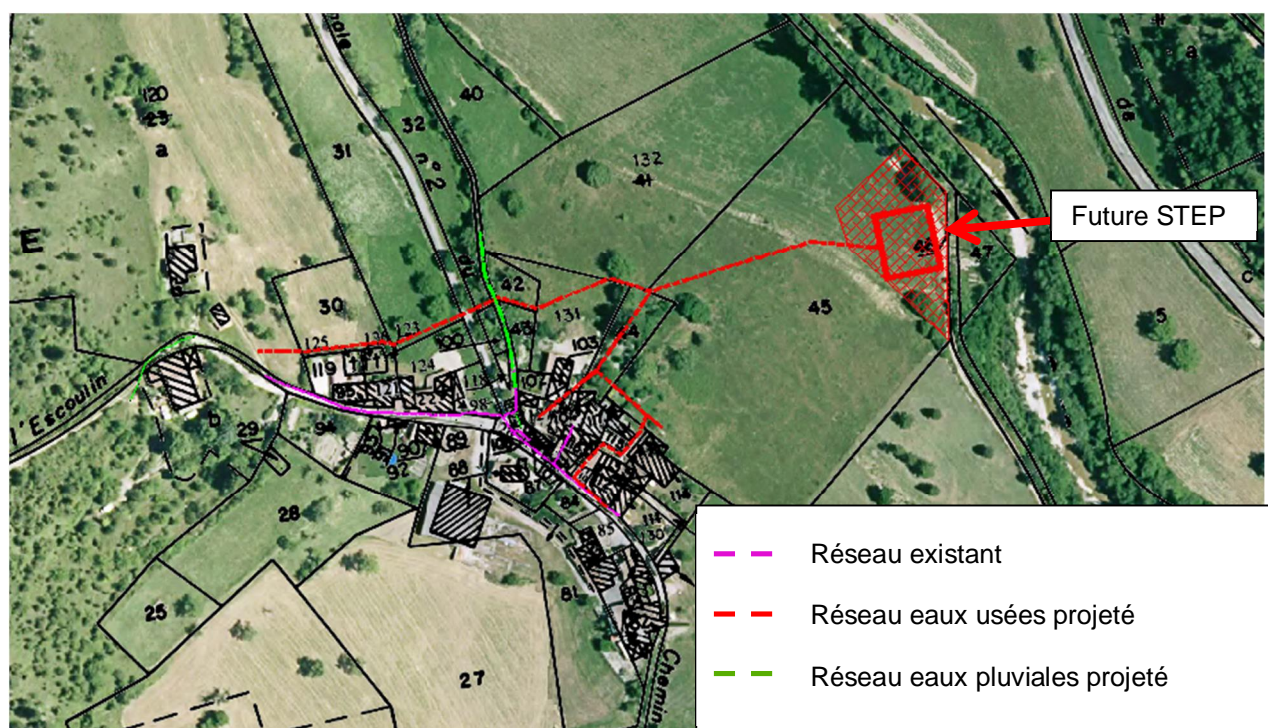
#### 5.4.1 Hameau de SAINT ANDEOL, avec STEP au niveau de la parcelle 45 W

##### 5.4.1.1 Tracé proposé

Il est proposé le raccordement des habitations agglomérées au niveau du hameau de **SAINT ANDEOL**. Le tracé sera implanté sous des voies communales traitées en enrobé et sous des parcelles privées de type prairie. Ce réseau gagnera une station d'épuration projetée en bordure de la rivière la Sure, à l'extrémité Est de la parcelle 45 section W. Le réseau pluvial sera également prolongé.

Le site présente les contraintes suivantes :

- Exiguïté de certains passages,
- Présence de réseaux AEP et secs (Télécom et éclairage public),
- Passage à forte pente.



Extrait de plan 1 : Réseaux projetés - Hameau de Saint Andréol

#### 5.4.1.2 Les coûts prévisionnels

Le montant prévisionnel des travaux, pour la réalisation d'un réseau d'assainissement au niveau du hameau de **SAINT ANDEOL**, s'élève à environ **166 000 ÖHT**.

### 5.4.2 Hameau de RIBIERE, avec STEP au niveau de la parcelle 37 W1

#### 5.4.2.1 Les tracés proposés

Il est proposé le raccordement des habitations agglomérées au niveau du hameau de RIBIERE. Le tracé du réseau de collecte sera implanté principalement sous des voies communales traitées en enrobé. Ce réseau gagnera une station d'épuration projetée en bordure de la rivière la Sure, au niveau de la parcelle 37, section W1

Un réseau pluvial sera également à remplacer car son positionnement actuel ne permet pas la réalisation des travaux d'assainissement projetés.

Le site présente les contraintes suivantes :

- Exiguïté de certains passages,



- Présence de réseaux AEP et secs (télécom et éclairage publics),
- Passage à forte pente.

Cette solution propose la création d'un système d'assainissement complet au niveau du hameau de **RIBIERE**, comme indiqué sur le plan de principe ci-après.



*Extrait de plan 2 : Réseaux projetés - Hameau de Ribière - option station propre à Ribière*

#### 5.4.2.2 Les coûts prévisionnels

Le montant prévisionnel des travaux, pour la réalisation d'un réseau d'assainissement au niveau du hameau de **RIBIERE**, s'élève à environ **97 600 ÖHT**.

### 5.4.3 Hameaux de SAINT ANDEOL et RIBIERE, avec STEP commune au niveau de la parcelle 37W

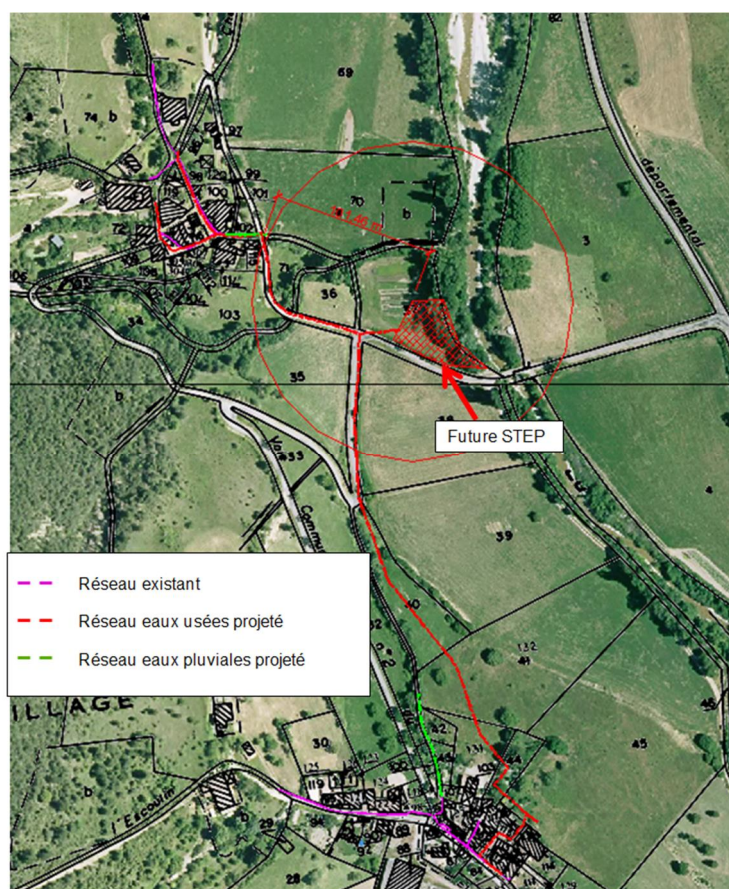
#### 5.4.3.1 Tracé proposé

Il est proposé le raccordement des habitations agglomérées au niveau des hameaux de **SAINT ANDEOL** et de **RIBIERE**. Le tracé sera implanté sous des voies communales traitées en enrobé et sous des parcelles privées de type prairie. Ce réseau gagnera une station d'épuration projetée en bordure de la rivière la Sure, la parcelle 37 section W1.

Le réseau pluvial au niveau du hameau de RIBIERE sera également à remplacer car son positionnement actuel ne permet pas la réalisation des travaux d'assainissement projetés.

Le site présente les contraintes suivantes :

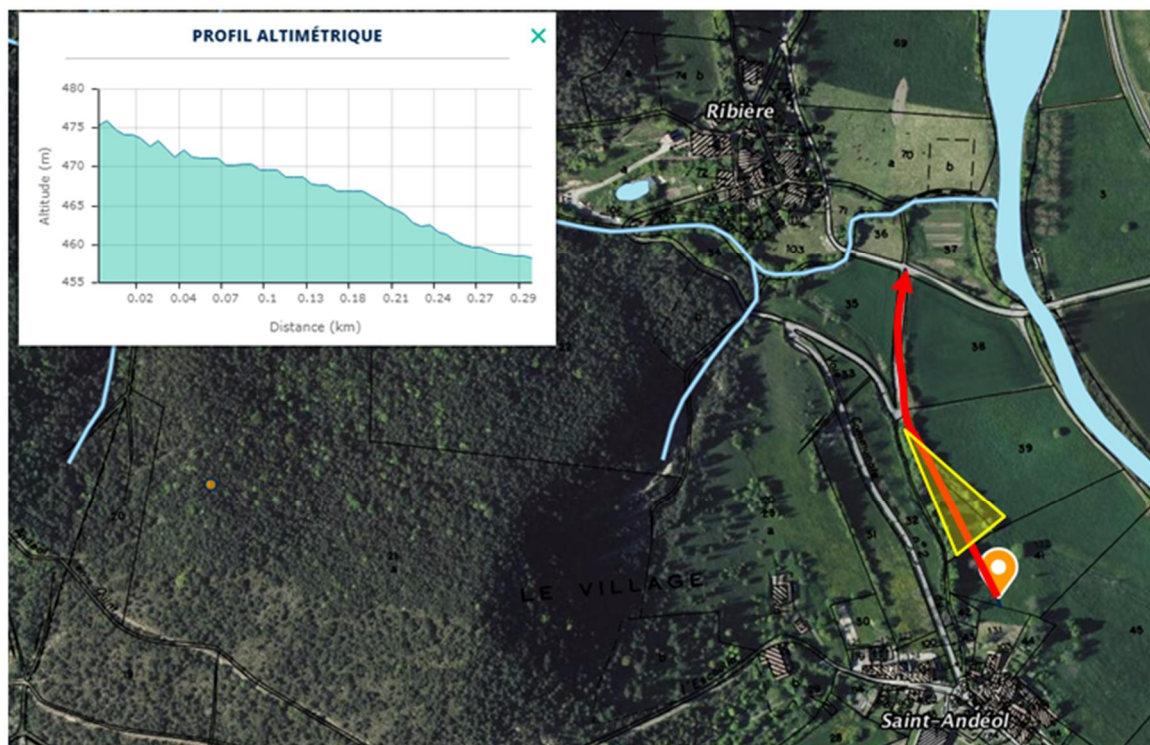
- Exigüité de certains passages,
- Présence de réseaux AEP et secs (Télécom et éclairage public),
- Passage à forte pente,
- Maitrise foncière à définir.



Extrait de plan 3 : Réseaux projetés - Hameaux de Saint Andéol et Ribière



- Accès à la parcelle 37 depuis Saint Andéol :

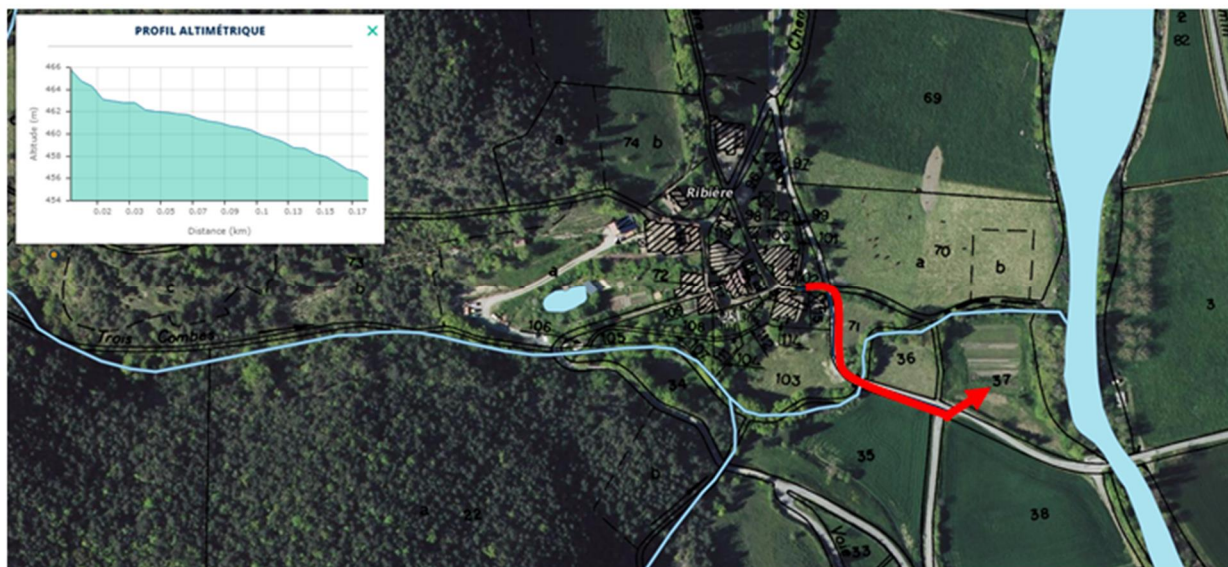


Extrait de plan 4 : Profil en long du terrain naturel entre le bas de Saint Andéol et la parcelle 37

Il est important de signaler qu'en absence de données topographiques précises, le tracé à l'aide des données Géoportail impose de faire passer la canalisation au milieu de la parcelle 40 pour pouvoir raccorder de manière gravitaire le hameau de St Andéol à la Step prévue sur la parcelle 37 W1.



- Accès à la parcelle 37 depuis Ribière :



Extrait de plan 5 : Profil en long du terrain naturel entre le bas de Ribière et la parcelle 37

#### 5.4.3.2 Les coûts prévisionnels

Le montant prévisionnel des travaux, pour la réalisation d'un réseau d'assainissement au niveau du hameau de SAINT ANDEOL et de RIBIERE, s'élève à environ **300 000 ÖHT**.

#### 5.4.3.3 Avantages / inconvénients

Ces 3 options présentent des disparités en termes de réalisation et des contraintes, celles-ci sont présentées dans le tableau suivant :

	Points positifs	Points négatifs
2 STEP	<ul style="list-style-type: none"> <li>● coût de mise en place des réseaux</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Nécessite du foncier pour les deux STEP (acquisition de terrain et convention),</li> <li>● 2 stations d'épuration à proximité (exploitation).</li> </ul>
Une seule STEP pour SAINT ANDEOL et RIBIERE	<ul style="list-style-type: none"> <li>● Economie d'un ouvrage épuratoire, mutualisation du traitement et de l'exploitation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● coût de mise en place des réseaux</li> <li>● Tracé en partie implanté en zone privative</li> </ul>



#### 5.4.4 Hameau de Saint Etienne

##### 5.4.4.1 Le tracé proposé

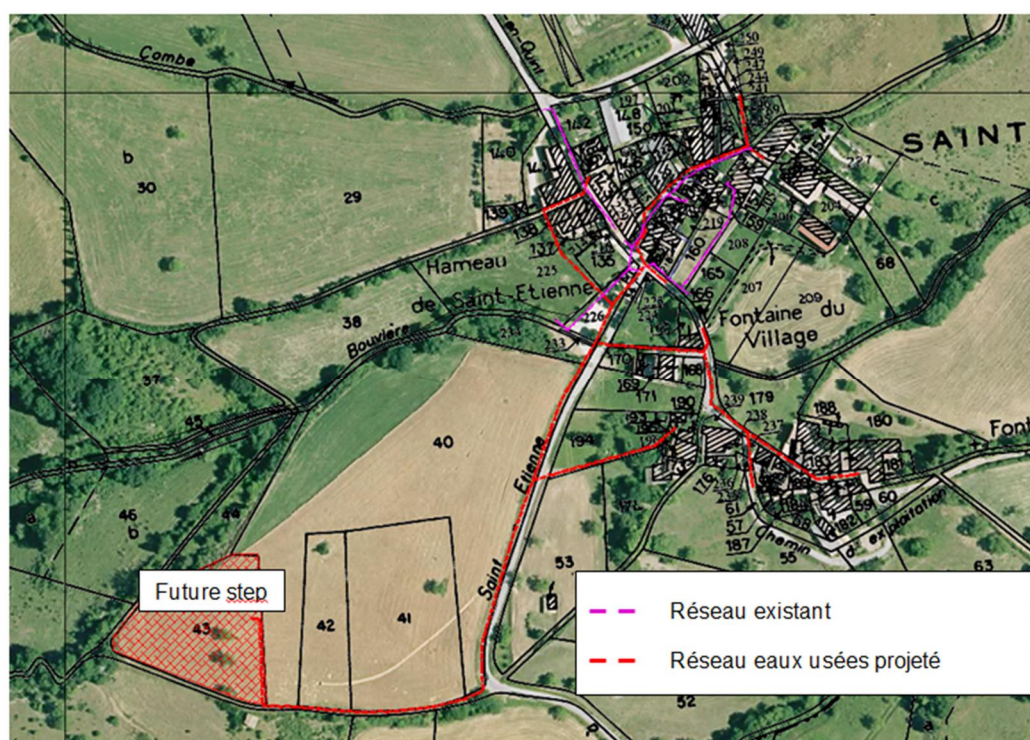
Il est proposé le raccordement des habitations agglomérées au niveau du hameau de **SAINT ETIENNE**. Le tracé du réseau de collecte sera implanté sous des voies communales traitées en enrobé et sous des parcelles privées de type prairie.

Le réseau de transfert pourra transiter en bordure de la RD 741 (sous réserve de l'accord du CDT 26, le cas échéant, le tracé en bordure du champ sera à privilégier) pour sa partie amont et sous le chemin d'accès à la future station d'épuration (foncier à acquérir) pour sa partie aval.

Ce réseau gagnera une station d'épuration projetée en contre bas du village, au niveau de la parcelle cadastrée n°43 section Y2.

Le site présente les contraintes suivantes :

- Exiguïté de certains passages,
- Présence de réseaux AEP, pluviaux et secs (Télécom et éclairage public).



Extrait de plan 6 : Réseaux projetés - hameau de SAINT ETIENNE

##### 5.4.4.2 Les coûts prévisionnels

Le montant prévisionnel des travaux, pour la réalisation d'un réseau d'assainissement au niveau du hameau de **SAINT ETIENNE**, s'élève à environ **274 500 ÖHT**.



### 5.4.5 Hameau de LALLET

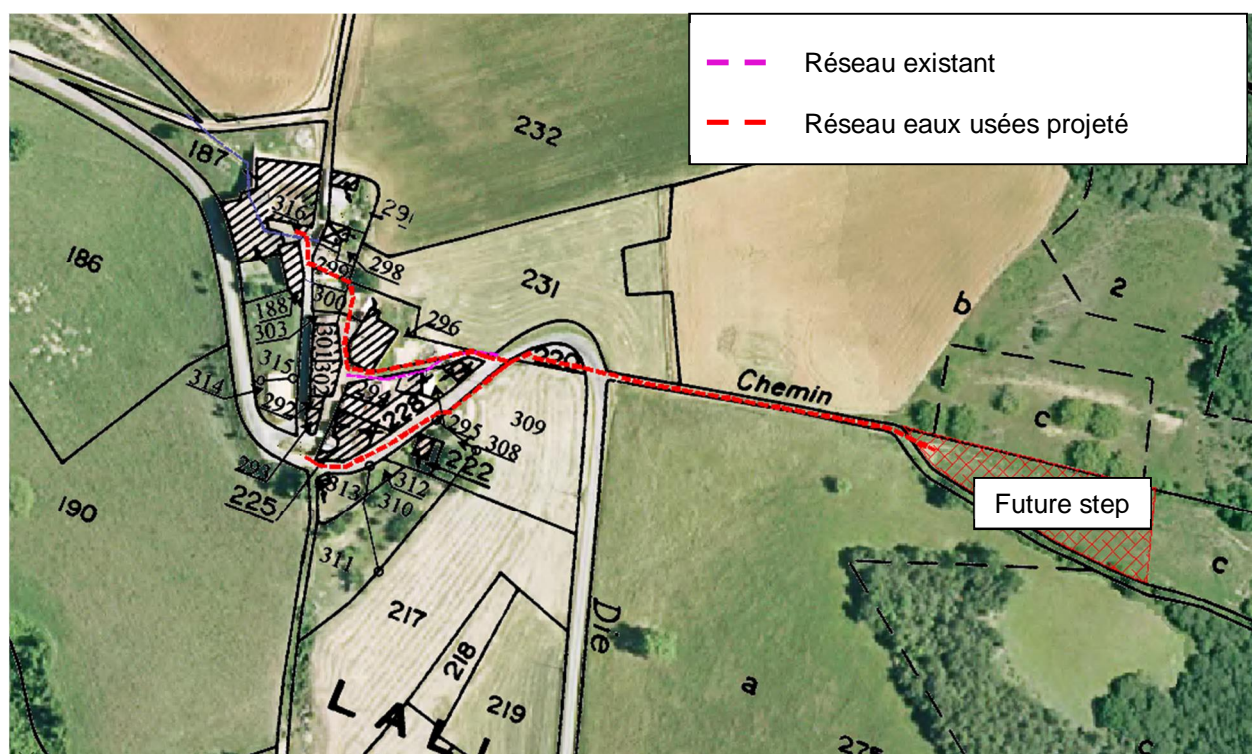
#### 5.4.5.1 Le tracé proposé

Il est proposé le raccordement des habitations agglomérées au niveau du hameau de **LALLET**. Le tracé du réseau sera implanté sous la Route Départementale 172, sous des voies communales ainsi que sous des parcelles privées de type prairie.

Ce réseau gagnera une station d'épuration projetée en contre bas du village, l'extrémité Ouest de la parcelle cadastrée **3 C, section Z1**

Le site présente les contraintes suivantes :

- Exiguïté de certains passages,
- Présence de réseaux AEP, pluviaux et secs (Télécom et éclairage public),
- Emprunt du domaine départemental.



Extrait de plan 7 : Réseaux projetés - hameau de LALLET

#### 5.4.5.2 Les coûts prévisionnels

Le montant prévisionnel des travaux, pour la réalisation d'un réseau d'assainissement au niveau du hameau de **LALLET**, s'élève à environ **105 000 ÖHT**.

## 5.4.6 Travaux de mise en place des unités de traitement

### 5.4.6.1 Estimation de la population raccordable

Le nombre de personnes raccordées à l'assainissement collectif à prendre en compte pour l'horizon 2047 a été estimé comme suit :

- **Evolution de la population permanente** : pour estimer cet accroissement, trois approches ont été utilisées :
  - approche basée sur les données INSEE,
  - approche basée sur l'analyse du rôle de l'eau,
  - approche basée sur les perspectives urbanistiques communales.

**Evolution de la population saisonnière** : aucun projet d'accueil de population saisonnière n'est connu à ce jour, nous avons considéré comme nulle l'évolution de cette population.

### 5.4.6.2 Estimation de la population raccordable (synthèse)

Le tableau suivant synthétise les différentes approches démographiques :

Hameaux	Approche INSEE		Approche rôle de l'eau		Approche urbanistique (données Mairie)	
	Population actuelle	Horizon 2047	Population actuelle	Horizon 2047	Population actuelle	Horizon 2047
SAINT ANDEOL	31	34	21	-	51	59
RIBIERE	20	22	32	-	42	44
SAINT ETIENNE	62	67	31	-	88	93
LALLET	18	20	5	-	34	35
TOTAL	131	143	89	-	215	231

Nous constatons que ces valeurs divergent, il a été proposé et validé la répartition suivante par hameaux :

Hameaux	Approche urbanistique RAPPEL				POPULATION DE POINTE RETENUE EN 2047
	Population permanente actuelle	Population saisonnière actuelle	Total 2017	2047	2047
<b>SAINT ANDEOL</b>	39	12	51	59	60 HABITANTS
<b>RIBIERE</b>	12	30	42	44	45 HABITANTS
<b>SAINT ETIENNE</b>	26	62	88	93	95 HABITANTS
<b>LALLET</b>	3	31	34	35	35 HABITANTS
<b>TOTAL</b>	<b>80</b>	<b>135</b>	<b>215</b>	<b>231</b>	<b>235 HABITANTS</b>

#### 5.4.6.3 Estimations des capacités nominales

Au niveau de la Commune de SAINT ANDEOL EN QUINT, la population saisonnière est très importante, elle est estimée à environ 62.8 % (135 hab. saisonnier sur un total de 215 hab.). L'impact des saisonniers sur les rejets domestiques est donc non négligeable.

L'étude conduite par le groupe de travail sur l'Évaluation des Procédés Nouveaux d'Assainissement des petites et moyennes Collectivités (EPNAC) a permis de démontrer que le procédé de dépollution par filtres plantés de roseaux supporte assez bien les surcharges de pollution en période estivale.

Cette étude propose de moduler la capacité de la station de dépollution selon la durée et l'intensité de la pointe de fréquentation saisonnière. Une modulation a ainsi été effectuée.

Hameaux	Capacité en EH
SAINT ANDEOL	45
RIBIERE	30
SAINT ANDEOL / RIBIERE	70
SAINT ETIENNE	60
LALLET	25

#### 5.4.6.4 Estimation des charges polluantes

	Saint Andéol (EH)	Ribière (EH)	Ribière + St Andéol (EH)	St Etienne (EH)	Lallet
Capacité retenue	45,00	30,00	70,00	60,00	25,00
Débit moyen en entrée de la Step (m3/j)	6,75	4,50	10,50	9,00	3,75
Débit moyen temps sec (m3/j) sur 16 h	0,42	0,28	0,66	0,56	0,23
Débit eaux parasites (m3/j)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
DBO5 (kg/j)	2,70	1,80	4,20	3,60	1,50
DCO (kg/j)	5,40	3,60	8,40	7,20	3,00
MEST (kg/j)	4,05	2,70	6,30	5,40	2,25
NTK (kg/j)	0,63	0,42	0,98	0,84	0,35
Pt (kg/j)	0,11	0,08	0,18	0,15	0,06

#### 5.4.6.5 Choix d'un site d'implantation des stations d'épuration

Le choix du site d'implantation des stations d'épuration est effectué pour permettre un écoulement gravitaire et garantir la distance d'éloignement réglementaire, à savoir supérieure à 100 m des premières habitations.

#### 5.4.6.6 Filières de traitement adaptées et comparatif

Plusieurs filières de traitement sont usuellement adaptées aux petites collectivités rurales :



















- Les filtres plantés de roseaux,
- Les filtres à sables drainés,
- Les micro stations.

Le choix d'un type de filière de traitement doit être adapté au contexte communal. L'ensemble des 4 hameaux de **SAINT ANDEOL EN QUINT** présente la même spécificité, à savoir :

- une capacité de traitement assez faible,
- une importante variation de la population entre la basse et la haute saison,
- Le souhait d'une filière rustique (fonctionnement et entretien rudimentaire, possibilité de fonctionner sans électricité).

L'objet n'est pas ici de déterminer précisément les ouvrages à réaliser, mais d'orienter les choix en précisant les avantages et les inconvénients de chacune de ces filières.

Le tableau ci-après synthétise ces éléments.

CRITERES	FILTRES PLANTES DE ROSEAUX	FILTRES A SABLES DRAINES	MICRO STATION
Adaptée aux petites capacités de traitements	OUI 	OUI 	OUI 
Variation de charge saisonnière	OUI 	NON 	NON 
Econome en foncier	NON (10m²/EH) 	NON (10m²/EH) 	OUI (???) 
Possibilité de fonctionner sans électricité	OUI 	OUI 	NON 
Technicité de l'entretien	NON 	NON 	OUI 
Sensible aux apports d'eaux claires parasites	NON 	OUI 	OUI 

La filière filtres plantés de roseaux est la filière la plus adaptée au contexte communal de **SAINT ANDEOL EN QUINT**. Cette filière sera développée dans les paragraphes suivants.

#### 5.4.7 Rejets des futures stations d'épuration

Les rejets des eaux traitées au niveau des stations d'épuration peuvent s'effectuer selon deux modes, soit :

- dans un cours, quand celui-ci est proche du lieu d'implantation et pouvant diluer en période d'étiage les effluents traités,
- dans le sous-sol par infiltration, quand l'aptitude du sol en place le permet sans impact sur les eaux souterraines sollicitées pour l'alimentation en eau potable des populations.

Selon les sites choisis pour accueillir les futures stations d'épuration, ces deux types de rejets sont envisageables à ce stade de l'étude, et sous réserve d'étude et/ou document d'incidence, pour les hameaux de RIBIERE ET SAINT ANDEOL.

Les sites d'implantation des STEP au niveau des hameaux de LALLET et SAINT ETIENNE sont trop éloignés de la rivière (La Sure) pour envisager un rejet dans ce milieu récepteur.

Le parti pris ici, et cela afin d'aider les élus dans leur prise de décisions, est d'approcher les coûts de travaux pour la réalisation du mode de rejet qui nous apparaît comme le plus judicieux économiquement. Si le site de la future station d'épuration est proche de la Sure, le rejet dans ce milieu récepteur est privilégié (cas de RIBIERE ET SAINT ANDEOL) ; si le site est éloigné de la Sure, le mode de rejet présenté est l'infiltration.

**Dans tous les cas de figure, la définition du mode de rejet devra obligatoirement être validée par les services de la DDT via :**

- Une étude d'infiltration pour les rejets par infiltration,
- Une note de calcul garantissant le maintien du "bon état" du cours d'eau pour les rejets à la Sure.

**Selon les conclusions de ces deux études complémentaires, le mode de rejet pour chaque station d'épuration sera défini et entériné par un dossier d'incidence visé par la DDT.**

#### ***5.4.8 Coûts estimatifs des ouvrages (Station + Rejet)***

Les tableaux suivants approchent les coûts estimatifs des stations d'épuration envisagés à ce stade de l'étude d'assainissement. Ces chiffrages s'appuient sur notre expérience dans la réalisation de ces différents types d'ouvrages :

Hameaux	Capacité en EH	Montant prévisionnel de l'ouvrage	Lieu du rejet (distance de la STEP) 1	Montant prévisionnel du rejet	MONTANT TOTAL
SAINT ANDEOL	45	58 500 " HT	La Sure (25 ml), <b>si le débit de la Sure le permet</b>	3 750 " HT	<b>62 250 ÖHT</b>
RIBIERE	30	39 000 " HT	La Sure (25 ml,) <b>si le débit de la Sure le permet</b>	3 750 " HT	<b>42 750 ÖHT</b>
SAINT ANDEOL / RIBIERE	70	77 000 " HT	La Sure (25 ml), <b>si le débit de la Sure le permet</b>	3 750 " HT	<b>80 750 ÖHT</b>
SAINT ETIENNE	60	66 000 " HT	Infiltration in situ, <b>si le sol est favorable</b>	8 000 " HT	<b>74 000 ÖHT</b>
LALLET	25	37 500 " HT	Infiltration in situ, <b>si le sol est favorable</b>	3 000 " HT	<b>40 500 ÖHT</b>

<sup>1</sup> Les lieux des rejets sont donnés à titre indicatif, ils devront être validés par la DDT. Selon les directives de ce service, le mode de rejet peut évoluer et les coûts de travaux également.

#### 5.4.9 Synthèse des coûts de travaux station + réseaux par hameau

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des chiffrages présentés ci-avant, ainsi que les coûts estimatifs des projets d'assainissement dans le cas où les hameaux resteraient indépendants, et les coûts estimatifs dans le cas du regroupement des Hameaux de Ribière et de Saint Andéol.

Hameaux concernés	Descriptif sommaire des solutions	Coûts des travaux réseaux	Coûts des travaux STEP	Coûts globaux de l'opération
<b>SAINT ANDEOL (seul)</b>	Réseaux et STEP sur <b>SAINT ANDEOL</b>	166 000 " HT	62 250 " HT	228 250 " HT
<b>RIBIERE (seul)</b>	Réseaux et STEP sur <b>RIBIERE</b> au niveau de la parcelle n° 37	97 600 " HT	42 750 " HT	140 350 " HT
<b>SAINT ANDEOL + RIBIERE</b>	STEP commune aux deux hameaux au niveau de la parcelle n° 37	300 000 " HT	80 750 " HT	380 750 " HT
<b>SAINT ETIENNE</b>	Réseaux et STEP sur <b>SAINT ETIENNE</b>	274 500 " HT	74 000 " HT	348 500 " HT
<b>LALLET</b>	Réseaux et STEP sur <b>LALLET</b>	105 000 " HT	40 500 " HT	145 500 " HT

### 5.5 Entretien et exploitation du système d'assainissement

Aux coûts d'investissement, il faudrait ajouter les coûts d'entretien et d'exploitation des réseaux et des stations d'épuration.

#### 5.5.1 Réseaux d'assainissement

Le service d'assainissement collectif doit également prévoir un budget **annuel** correspondant au curage préventif du système de collecte et de transfert des eaux usées : collecteurs, ouvrages de surverse, branchements et boîtes de branchements.

Le principe d'un curage intégral du système collectif tous les 3 ans peut être retenu, et de 10 % des branchements, de sorte que le nettoyage annuel d'un tiers du système collectif peut être « budgété ».



Hameaux	Capacité en EH	Branchements	Réseau (ml)	Coût Entretien annuel du Réseau ( ÖHT)
SAINT ANDEOL	45	9	260,00	350,00
RIBIERE	30	26	415,00	600,00
SAINT ANDEOL / RIBIERE	70	9	890,00	1 200,00
SAINT ETIENNE	60	28	930,00	1 300,00
LALLET	25	8	330,00	450,00

### 5.5.2 Station de dépollution

Le coût annuel d'exploitation est fonction de la solution choisie, il peut être estimé pour une station de dépollution de type filtres plantés de roseaux à :

Hameaux	Capacité en EH	Coût annuel d' Exploitation Station ( ÖHT)
SAINT ANDEOL	45	900,00
RIBIERE	30	600,00
SAINT ANDEOL / RIBIERE	70	1 400,00
SAINT ETIENNE	60	1 200,00
LALLET	25	500,00

### 5.5.3 Coût annuel d'exploitation du système d'assainissement

Le coût annuel d'exploitation est fonction de la solution choisie, il peut être estimé pour une station de dépollution de type filtres plantés de roseaux à :

Hameaux	Capacité en EH	Total Entretien + Exploitation /an (ÖHT)
SAINT ANDEOL	45	1 250,00
RIBIERE	30	1 200,00
SAINT ANDEOL / RIBIERE	70	2 600,00
SAINT ETIENNE	60	2 500,00
LALLET	25	950,00

## 5.6 Coûts estimatif investissements + exploitation

Hameaux	Capacité en EH	Investissement + exploitation sur 30 ans (€HT)	Coût par EH ( en €Ht)
SAINT ANDEOL	45	265 750,00 €	5 900
RIBIERE	30	176 353,00 €	5 900
SAINT ANDEOL / RIBIERE	70	457 970,00 €	6 500
SAINT ETIENNE	60	423 500,00 €	7 000
LALLET	25	174 000,00 €	6 950

## 5.7 Le choix de la commune

Suite à la présentation du dossier en réunion devant des élus du Conseil Municipal le 5 mai 2017 et le 30 juin 2017, le Conseil Municipal du 8 juillet 2017 a opté pour :

- la continuation du dossier assainissement,
- la poursuite de l'étude de l'assainissement collectif sur le hameau Lallet,
- la poursuite l'étude de l'assainissement collectif sur le hameau de Ribière,
- la validation des zonages d'assainissement antérieurs définis en 2003 aux hameaux de St Etienne et St Andéol,
- retenir le zonage proposé par le cabinet d'études NALDEO sur les Hameaux de Lallet et Ribère,
- la poursuite des études avec les emplacements proposés pour les STEP Lallet et St Etienne et une seule STEP avec écoulement gravitaire pour les hameaux de Ribière et St Andéol.

## 6 FINANCEMENT

---

A ce jour, les aides publiques portent principalement sur le transport et le traitement des eaux usées.

La collecte concerne les ouvrages indispensables pour le fonctionnement du réseau. Ils servent soit séparément, soit simultanément à la collecte des eaux et à leur introduction dans le réseau. La collecte est partiellement prise en charge financièrement par les partenaires institutionnels. Elle se limite à la collecte publique en excluant tous travaux de raccordement chez le particulier.

Le transport concerne les ouvrages depuis le dernier branchement de collecte jusqu'au site de traitement.

Le traitement est partiellement pris en charge financièrement par les partenaires institutionnels.

### 6.1 Modalités d'éligibilité aux aides

Les subventions sont attribuées sur présentation d'un dossier comprenant notamment une étude technique, un devis estimatif, et une notice d'incidence environnementale pour les ouvrages de petite à moyenne importance.

La présentation du dossier environnemental est très encadrée sur le plan réglementaire.

Le dépôt des dossiers doit répondre également à une planification stricte, préalablement à la réalisation travaux.

### 6.2 Taux actuels de subventions

Les financeurs possibles sont l'État, l'Agence de l'Eau et le Département.

En application de l'article L.2334-33 du CGCT, les communes répondant à certains critères démographiques et de richesse peuvent bénéficier de la Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) avec notamment les collecteurs de collecte séparative des petites communes rurales, les collecteurs de transport intercommunaux et le dispositif de traitement eaux usées.

En 2017, les communes ont pu également bénéficier de la Dotation de Soutien pour l'investissement public Local (DSIPL). Le Préfet attribue les subventions, après avis d'une commission d'élus chargée de déterminer les catégories d'opérations prioritaires, ce qui permet de mettre l'accent sur les investissements les plus sensibles localement. La commission fixe également les fourchettes de taux applicables à chaque catégorie d'opération, dans la limite de 20 à 60 % du montant hors taxe de l'investissement.

Le taux de subvention ne peut être inférieur à 20 % du montant prévisionnel hors taxe de la dépense subventionnable. En application de l'article R 2334-27, la dotation d'équipement des territoires ruraux ne peut avoir pour effet de porter le montant des aides publiques directes à plus de 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par le demandeur. A cet effet, le taux de subvention peut être inférieur à 20 %.

Pour l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, le taux d'aide pour les opérations liées à l'assainissement est de l'ordre de 30 % et selon des coûts de construction plafonnés en fonction de la nature de l'ouvrage. Les

travaux de création de réseaux de collecte ainsi que d'extension, de renouvellement, de renforcement de réseaux, ne sont pas éligibles.

Le Département de la Drôme, quant à lui et selon les dispositions du dispositif départemental d'aides « Eau et Assainissement » adopté en septembre 2016, retient :

- l'ensemble des ouvrages d'assainissement « eaux usées » définis dans l'étude technique,
- les projets d'ensemble faisant partie de contrats rivière ainsi que les travaux visant à réduire les « points noirs » du territoire drômois ou répondant à des exigences réglementaires.

Les travaux liés aux réseaux de transport et aux ouvrages de épuration sont éligibles uniquement dans le cadre de la mise en conformité (définie par la Police de l'Eau) du système d'assainissement avec la directive européenne ERU (Eaux Résiduaires Urbaines).

Pour être éligible, la commune doit disposer d'une tarification minimum de la part assainissement de l'eau de 0,70 " HT/m<sup>3</sup> et avoir réalisé un Schéma Directeur d'Assainissement comportant un diagnostic du système d'assainissement (réseaux + ouvrage de épuration).

### 6.3 Charges pour la commune

Il reste donc à la charge de la collectivité compétente en matière d'assainissement collectif :

- la part de l'investissement non subventionné,
- l'entretien et la maintenance du système d'assainissement,
- les frais de fonctionnement du service d'assainissement collectif.

#### 6.3.1 Sources de revenus

Le service d'assainissement, étant connu comme service public à caractère industriel et commercial, devra être équilibré en recettes et en dépenses (Code des collectivités Territoriales, Chapitre IV).

Compte tenu des critères démographiques et de richesse, la commune pourrait bénéficier d'un taux d'aide voisin de 80 %.

##### 6.3.1.1 Taxations ponctuelles

Elles concernent notamment :

- La participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (FPAC) ; elle a remplacé en juillet 2012 la participation pour raccordement à l'égout (PRE),
- le contrôle de conception et de réalisation des installations autonomes, le contrôle de fonctionnement, les frais de vidange des fosses (le cas échéant).

##### 6.3.1.2 Taxations permanentes sur le prix de l'eau consommée

Elle est instaurée par la mise en place d'une redevance qui est proportionnelle à la consommation d'eau de l'usager, mais qui peut également comporter une part fixe (qui couvre les charges fixes du service).

### ***6.3.2 Intégration dans le budget communal***

Les agglomérations de moins de 3 000 habitants peuvent recourir au budget général pour financer une partie des dépenses du service d'assainissement. Le Plan Comptable M49 doit le faire apparaître.

## 7 CHOIX DE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT EAUX USEES

L'obligation de zonage d'assainissement est apparue avec La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 (article 35 créant les articles L.372-1 et L.372-1-1 du Code des Communes), complétée par la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 et retranscrit dans le Code Général des Collectivités territoriales (article L.2224-10) stipule que "Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique :

- les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte, le stockage, et le traitement des eaux usées,
- les zones d'assainissement non collectif, où elles sont seulement tenues d'assurer le contrôle des filières autonomes et, si elles le décident, leur entretien".

Le zonage doit conduire à la délimitation des zones où l'assainissement collectif est techniquement et financièrement envisageable, et où l'assainissement non collectif est difficile, voire impossible en fonction des contraintes d'habitat et de sol.

Les limites du Zonage d'Assainissement (Cf. Carte de zonage, annexe 3) sont proposées à partir des documents d'urbanisme. Elles dépendent des diagnostics réalisés sur l'existant, que ce soit en termes d'assainissement collectif ou non collectif, et de l'ensemble des contraintes locales d'habitat.

Le Conseil municipal de la Commune de SAINT ANDEOL EN QUINT a donné un avis sur la cartographie de zonage d'assainissement et a décidé (Cf. délibération, annexe) :

- Assainissement collectif futur (en Bleu),
- Assainissement non collectif : le reste du territoire communal, sous réserve des résultats des études de sols.

Nous rappelons que la délimitation des zones relevant de l'assainissement collectif et non collectif, indépendamment de toute procédure de planification urbaine, ne peut pas pour effet de rendre ces zones constructibles.

La délimitation proposée pour l'assainissement collectif ne peut avoir pour effet (Extrait de la Circulaire du 22 mai 1997) :

- ni d'engager la collectivité sur un délai de réalisation des travaux d'assainissement,
- ni d'empêcher au pétitionnaire de réaliser une installation d'assainissement non collectif conforme à la réglementation dans le cas où la date de livraison des constructions serait antérieure à la date de desserte des parcelles par le réseau d'assainissement,
- ni de constituer un droit pour les propriétaires des parcelles concernées et les constructeurs qui viennent y réaliser des opérations, à obtenir gratuitement la réalisation des équipements publics d'assainissement nécessaires à leur desserte ». Les dépenses correspondantes supportées par la collectivité responsable donnent lieu au paiement de contributions par les bénéficiaires d'autorisation de construire, conformément à l'article L 332-6-1 du code de l'urbanisme.

La délimitation de ces zones permet de répartir les habitants de la Collectivité entre usagers de l'assainissement collectif et usagers de l'assainissement non collectif. La mise en place du contrôle de

l'assainissement non collectif, se trouve ainsi facilitée. Le arrêté du 7 septembre 2009 précise les modalités de ce contrôle.

Le choix retenu découle d'une analyse intégrant des critères techniques, environnementaux et économiques.

## 8 LES EAUX PLUVIALES

### 8.1 Problématique générale

Les ruissellements pluviaux et leur impact sur le milieu sont directement proportionnels aux surfaces imperméabilisées ou drainées. La pérennité du schéma est donc très dépendante de la bonne prise en compte des urbanisations futures et des modifications des écoulements pluviaux induites.

Deux cas de figure se posent à la commune :

- Si l'opération d'urbanisation est une opération d'ensemble (type ZAC, lotissements, etc.) de plus de 1 ha, alors l'aménageur est soumis à la « Loi sur l'eau » et se doit de réaliser un dispositif de rétention des eaux pluviales. La MISE de la DROME impose que le débit de fuites en état projet, soit inférieur ou égal au débit de pointe en l'état actuel. Le fonctionnement du système de rétention doit être précisé jusqu'à l'occurrence centennale.
- Si l'opération d'urbanisation est de taille inférieure à 1 ha (opération d'ensemble de petite taille ou permis individuels) elle n'est pas soumise à la Loi sur l'eau et ne se voit imposer aucune mesure compensatoire. Pourtant, la multiplication de ces opérations se traduit inmanquablement par une augmentation des débits et volumes ruisselés. La commune doit donc pouvoir intégrer le principe de mesures compensatoires opposables aux tiers pour ce type d'opération, dans ses documents d'urbanisme.

Dans le second cas, les mesures compensatoires pourront être, soit individuelles, soit collectives. Il faut privilégier autant que possible les mesures collectives qui sont assurées d'être :

- étudiées correctement,
- réalisées selon les règles de l'art,
- entretenues régulièrement.

D'un point de vue technique, ces mesures ne peuvent être prévues que dans le cadre d'une réflexion globale et restent de ce fait, à la charge de la collectivité (sauf à mettre en place un Plan d'Aménagement d'Ensemble ou une Procédure pour Voirie et Réseau).

Les principes de base qu'il est possible de suggérer sont les suivants :

- sur tous les secteurs desservis par un réseau séparatif d'eaux pluviales ou par un réseau unitaire, l'imperméabilisation des sols associée à de l'urbanisation devra être compensée. Ainsi, toute nouvelle surface imperméabilisée ne pourra être raccordée au réseau séparatif d'eaux pluviales existant que dans la limite de capacité des collecteurs et après autorisation de la Collectivité,
- pour les parcelles agricoles, situées en amont des zones urbanisées, il serait souhaitable également de proscrire tout aménagement tendant à accélérer les ruissellements (suppression de haies, recalibrage de fossés, drainage des terres etc.) à moins qu'il ne soit compensé. Les règles de compensation dans ce domaine, seront à rechercher auprès des services de l'Etat.



## 8.2 L'assainissement pluvial

Le territoire communal de **SAINT ANDEOL EN QUINT** n'est pas concerné par un Plan de Prévention des Risques Inondation.

Il n'existe apparemment pas de problèmes connus de ruissellement et d'imperméabilisation.

## 9 RESPONSABILITE DU MAIRE POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'HYGIENNE DANS LA COMMUNE

---

L'article L.2212-1 et -2 du code Général des collectivités territoriales fait obligation au Maire, au titre de la Police Municipale, d'intervenir quand le mauvais fonctionnement d'un équipement sanitaire, public ou privé compromet la salubrité publique.

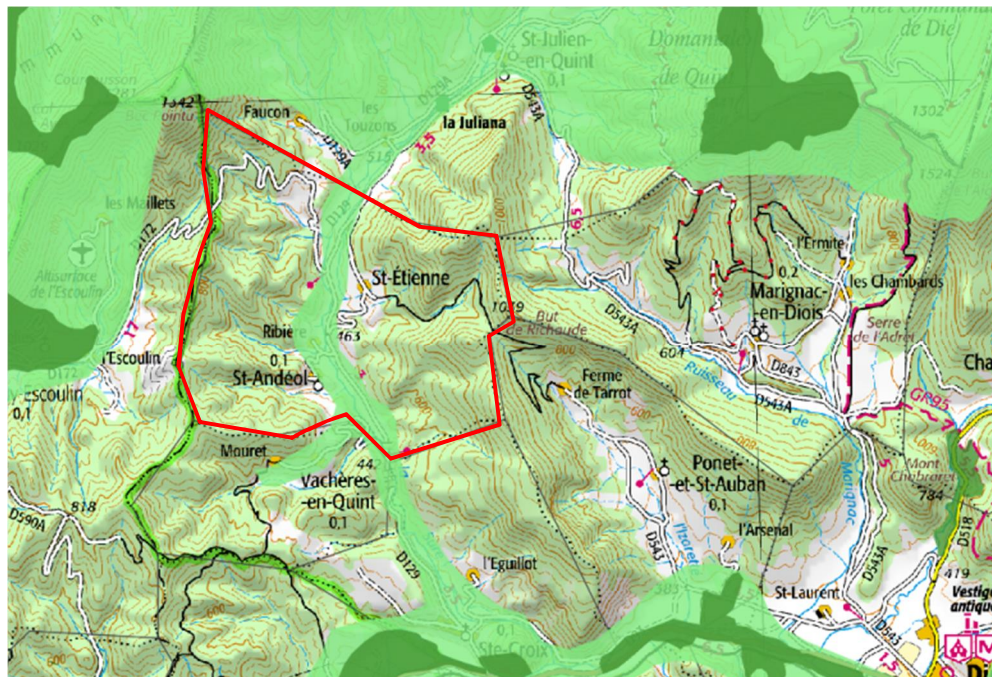
Le rôle du Maire est :

- D'assurer l'entretien et le contrôle de la conformité des branchements au réseau de collecte,
- De délivrer des autorisations pour les rejets (convention), dans les égouts communaux, autres que domestiques (des prétraitements peuvent être exigés),
- De mettre en place un règlement d'assainissement,
- De signaler les rejets importants dans les cours d'eau à l'Administration (M.I.S.E),
- D'assurer le contrôle technique des installations d'assainissement non collectif.

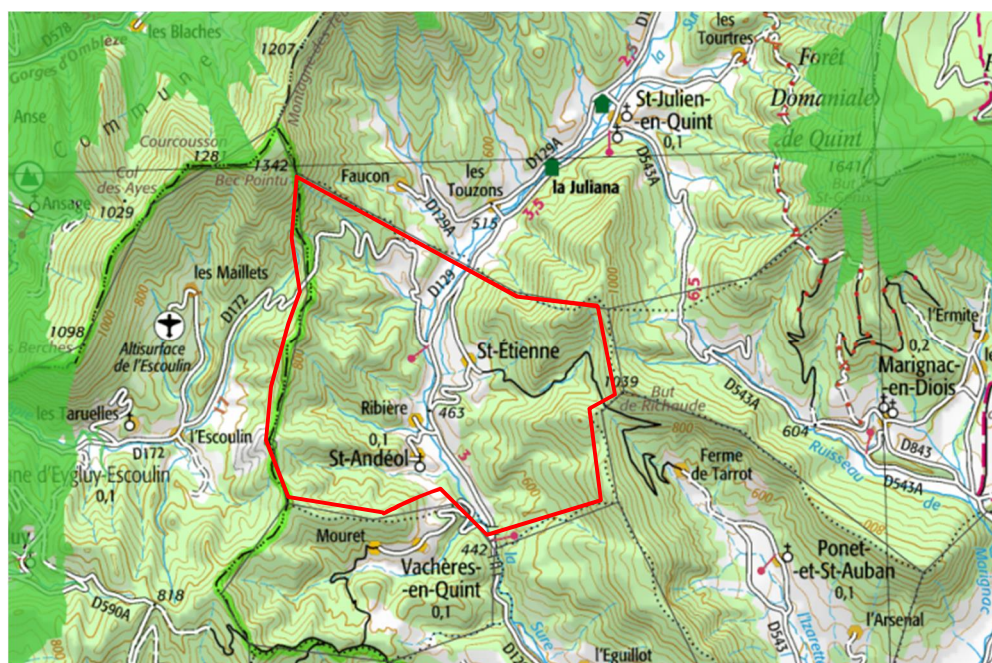
Le Maire a la possibilité de déléguer sa maîtrise d'ouvrage et ses compétences en assainissement collectif et non collectif.

## 10 ANNEXES

### 10.1 ZNIEFF

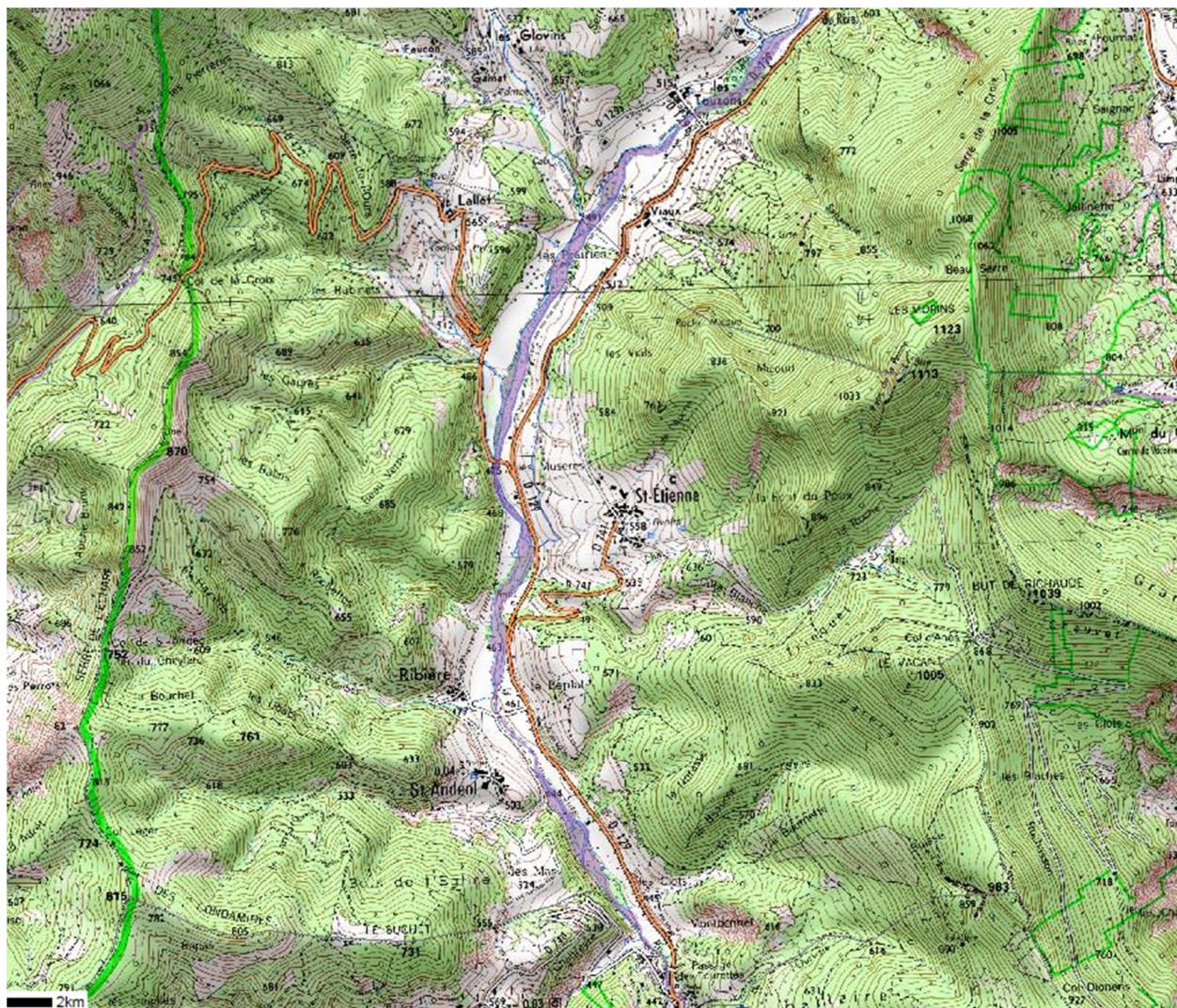


### 10.2 NATURA 2000



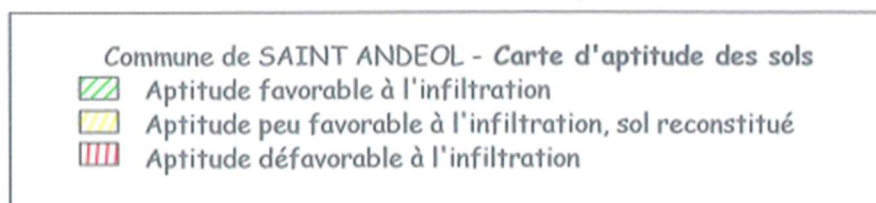


## 10.3 Zones humides

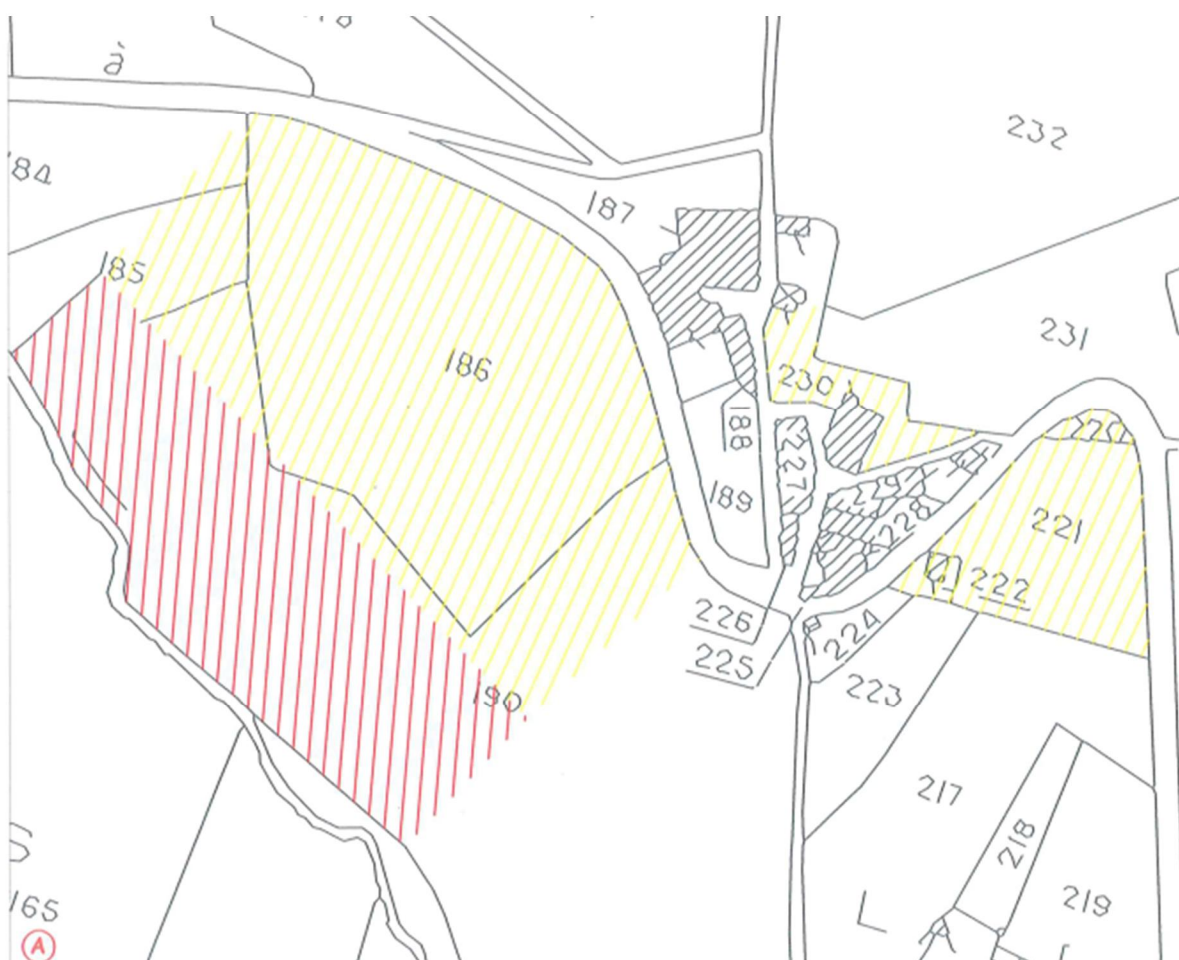


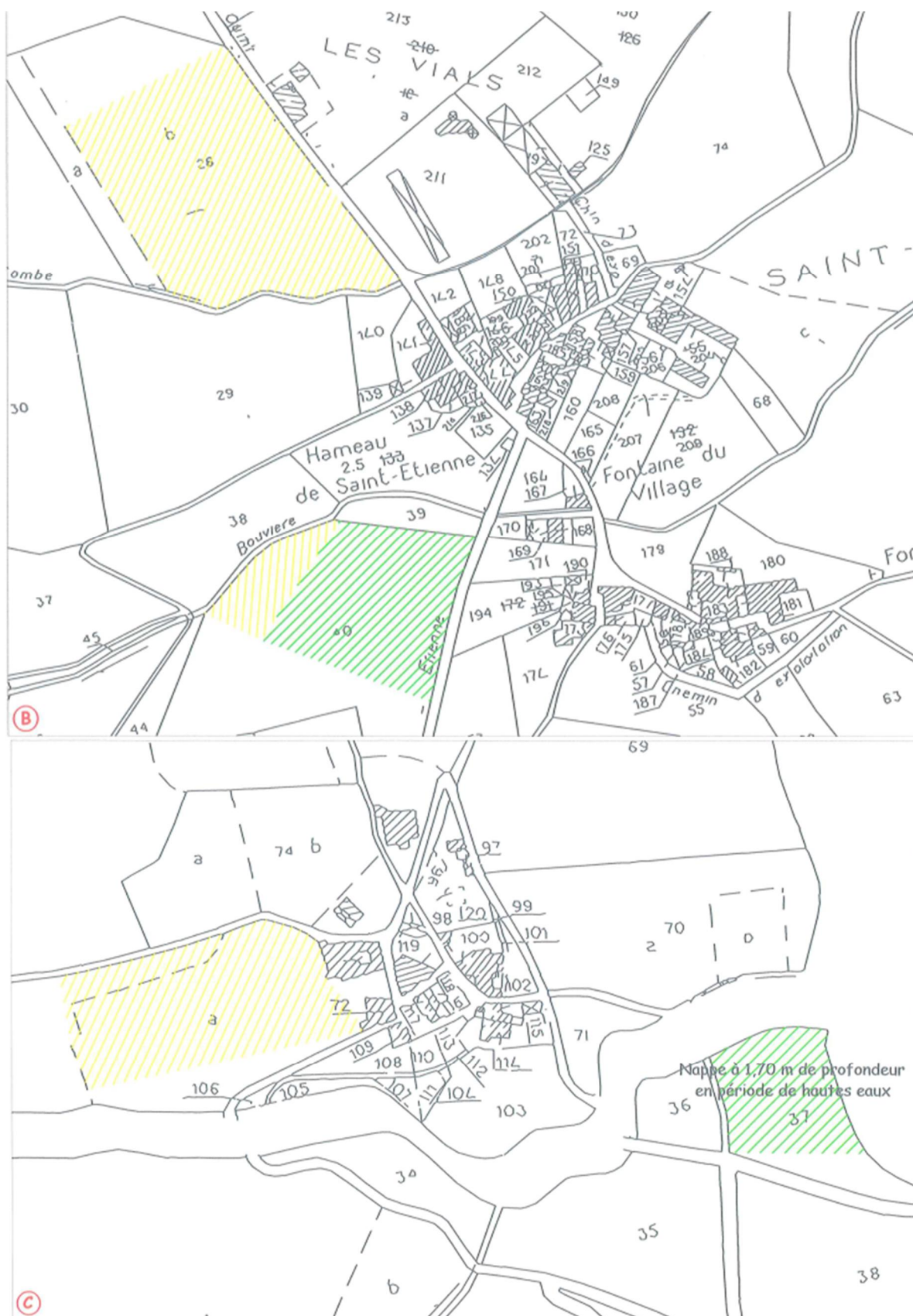


## 10.4 Cartes d'aptitude des sols



- (A) Hameau de Lallet - 1 / 1 500
- (B) Hameau de Saint Etienne - 1 / 2 500
- (C) Hameau de Ribière - 1 / 2 000





## **10.5 Plan zonage assainissement des eaux usées**

## **10.6 Copie de la Délibération Municipale sur le zonage d'assainissement et eaux pluviales**